

# Relancer le débat sur le travail, le temps et donc le social

BENOÎT LECHAT

éditorial  
L'REVUE NOUVELLE - AVRIL 2009

**L**a crise économique, la mutation écologique, le vieillissement de la population, ces trois défis ont au moins un point commun. Ils nous invitent à réfléchir à nouveaux frais à la question du travail et du temps. Pour une région comme la Wallonie qui est restée constamment confrontée à un important chômage structurel, le défi est particulièrement urgent. Notamment parce qu'il ne faudrait pas qu'aux reconversions ratées d'hier, s'ajoutent les reconversions ratées de demain. Mais d'autres régions européennes sont confrontées aux mêmes mutations et se heurtent aux limites du productivisme, celles des écosystèmes comme des êtres humains.

*Nous savons en effet que nous allons devoir repenser en profondeur nos modes de vie, c'est-à-dire à la fois nos manières de consommer et de produire, mais aussi de vivre en société, en reconnaissance plus forte des liens de dépendance que nous entretenons les uns par rapport aux autres.*

*Aucun secteur de la vie active n'échappera aux remises en question. Alors que pour certains, le chômage continue d'apparaître comme une incapacité, voire un refus d'adaptation à la compétition économique*

que l'on fait surtout porter par les individus, on voit bien aujourd'hui que la récession frappe peu ou prou tous les secteurs d'activité. Nombre de profils de compétences que l'on pensait à l'abri du chômage, risquent de ne pas y échapper. Certains secteurs, comme l'automobile ou le transport aérien sont ou seront doublement frappés par la crise de surproduction et par leur inadaptation aux défis écologiques. Il faut donc y entamer sans attendre une reconversion qui permettra à leurs travailleurs d'exercer leurs compétences ailleurs, et singulièrement dans la réduction aussi globale que rapide de nos émissions de gaz à effet de serre.

Mais autant que l'impact environnemental de nos économies, ce sont aussi leurs impacts humains et sociaux qu'il est temps de commencer à interroger. Il n'y aurait guère d'intérêt à imposer la même pression compétitive sur les travailleurs des secteurs émergents de l'économie verte que sur, par exemple, les travailleurs de l'automobile où l'on a vu ces dernières années les taux de suicide augmenter d'une manière inquiétante.

Au moment où se pose de manière de plus en plus aiguë la question du financement de nos systèmes de pension, nous devons notamment refaire le lien entre les demandes de départ à la retraite de plus en plus précoce et l'évolution de la qualité du travail. Celle-ci n'est peut-être pas seulement une question de bonnes conditions de travail, mais aussi plus fondamentalement, de sens que l'on investit dans son activité. Et cette question, toutes les professions sont aujourd'hui de plus en plus amenées à se la poser, que l'on soit assistant social, journaliste, enseignant, mécanicien, agriculteur, maçon, banquier ou informaticien. Car s'il est en effet tout à fait logique de s'interroger sur la capacité de nos systèmes de pension à supporter l'impact financier de l'allongement de l'espérance de vie, on ne peut se contenter de préconiser sans plus un allongement de la carrière.

Bien sûr, une partie de la réponse à cette question se trouve du côté du rapport entre le capital et le travail et du renforcement de la démocratie économique. La mise à mal du compromis fordiste intervenue depuis les années septante a structurellement réduit la part des travailleurs dans la production de richesse. La sécurité sociale et les pensions constituent donc une manière de combattre ce déséquilibre en conservant aux travailleurs une part indirecte des efforts qu'ils ont livrés tout au long de leurs existences de travailleur. Il faut donc renforcer les premiers et deuxième piliers du système de pension, et y faire contribuer les revenus financiers. Il faut également que dans les entreprises, la concertation sociale élargisse son champ d'action et puisse réellement interroger la finalité de l'activité économique.

*Mais nous devons surtout recommencer à débattre de l'organisation du temps de travail et de sa nécessaire réduction, que ce soit sur base volontaire individuelle ou sur base collective. Nous devons nous ressaisir de ces pistes trop longtemps négligées, moins comme des outils pour lutter contre le chômage, que comme des moyens de repenser globalement l'articulation entre le travail, le temps et notamment le temps que nous avons à consacrer à nos engagements au service de la collectivité, dans et en dehors du travail. À ce titre, aucune réflexion sur le travail, son temps, ses conditions, ne peut être disjointe d'une réflexion sur son sens et singulièrement sur son « sens social », même si l'expression a, indéniablement, encore un petit côté ringard.*

*Les syndicats ont un rôle fondamental à jouer dans ce débat. Ils doivent se poser la question de savoir si le temps n'est pas venu de donner enfin la priorité à la réduction du temps de travail par rapport à l'augmentation du pouvoir d'achat. En effet, la vraie subversion aujourd'hui n'est-elle pas de s'affranchir d'un rapport de dépendance à la consommation et de s'émanciper de la fiction de l'homo economicus (dont le bien-être est indexé sur la consommation) dans laquelle continue de nous maintenir la priorité accordée aux augmentations salariales, même s'il s'agit aussi de réduire la tension salariale en ciblant les augmentations sur les revenus et allocations les plus basses ? Couplé à une relance des services et des infrastructures collectifs et non marchands, ce changement de priorité forme sans doute la condition de possibilité d'un vrai virage vers le développement durable. ■*